

Le Burundi



Le Burundi

	1997	2000	2001
Démographie			
Population totale	6.4 millions	6.8 millions	6.9 millions
Croissance démographique annuelle (%)	2.0	1.9	1.9
Taux de pauvreté national (en % de la population)	..	..	..
Espérance de vie (en années)	42.4	42.0	41.8
Taux de natalité (nombre de naissances par femme)	6.3	6.0	5.9
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	114.0	114.0	114.0
Taux de mortalité des enfants de – 5ans (pour 1000 enfants)	..	190.0	190.0
Naissances assistées par un personnel médical compétent (en % du total)	..	24.9	..
Enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (% des – de 5 ans)	..	45.0	..
Enfants vaccinés contre la rougeole (% des - de 12 mois)	77.0	75.0	75.0
Infection par le VIH/sida (% des femmes âgées de 15 à 24 ans)	..	..	11.0
Analphabétisation total (% de la population âgée de 15 ans et plus)	55.5	52.0	50.8
Analphabétisation des femmes (% des femmes âgées de 15 ans et plus)	64.0	59.6	58.0
Population ayant achevé le cycle primaire (%)	..	..	..
Population Féminine atant achevé le cycle primaire	..	..	..
Scolarisation nette dans le primaire (% en rapport avec un groupe d'âge)	..	53.7	..
Scolarisation nette dans le secondaire (% se rapportant à un groupe d'âge)	..	..	..
Environnement			
Superficie (en km ²)	27,830.0	27,830.0	27,830.0
Forêts (en km ²)	..	940.0	..
Déforestation (% de la moyenne annuelle de 1990-2000)	..	9.0	..
Consommation d' eau (% des ressources totales)	..	529.0	..
Emissions de dioxyde de carbone (en tonnes par habitant)	0.0	..	..
Accès à des points d'eau aménagés (en % de la population totale)	..	78.0	..
Accès à des équipements sanitaires appropriés (% de la population urbaine)	..	68.0	..
Economie			
PNB, méthode de l'Atlas (en dollars américain)	923.8 millions	722.6 millions	692.3 millions
PNB par habitant, méthode de l'Atlas (en dollars américain)	140.0	110.0	100.0
PIB (dollars)	957.4 millions	678.5 millions	689.2 millions
Croissance annuelle du PIB (%)	0.4	-0.9	3.2
Déflateur implicite du PIB (% de croissance annuelle)	23.3	22.6	13.4
Valeur ajoutée en agriculture (% du PIB)	53.3	50.7	50.0
Valeur ajoutée dans l'industrie (% du PIB)	16.7	18.5	18.7
Valeur ajoutée dans les services (% du PIB)	30.0	30.8	31.3
Exportation de biens et services (% du PIB)	10.0	9.2	6.5
Importation de biens et services (% du PIB)	14.2	23.9	18.2
Formation du capital brut (% du PIB)	8.1	9.1	6.9
Revenus courants, subventions exclues (% du PIB)	13.7	..	..
Balance du budget total, subvenions incluses (% du PIB)	-5.5	..	..
Technologie et infrastructures			
Lignes fixes et téléphones mobiles (pour 1 000 personnes)	2.6	5.4	5.8
Coût moyen d'un appel téléphonique local (dollars pour trois minutes)	0.0	..	..
Utilisateurs du réseau Internet	500.0	5,000.0	6,000.0
Routes pavées (% du total)	..	..	..
Trafic aérien (Départ d'avions)	1,400.0	..	..

Les économies de l'Afrique centrale 2004

Commerce et finances			
Commerce des biens en % du PIB	21.6	29.2	26.0
Commerce des biens en % du PIB Marchand	29.7	..	..
Exportations des produits de haute technologie (% d'exportation des produits manufacturés)	..	..	..
Termes de l'échange net du commerce (1995=100)	67.1	61.1	..
Investissements étrangers directs, afflux net des pays rapportés (dollars américain courant)	0.0	11.7 millions	0.0
Valeur de la dette actuelle (dollars américain courant)	0.0	643.7 millions	648.3 millions
Service de la dette totale (% des biens et services exportés)	29.0	37.2	39.8
Dette à court terme à recouvrer (dollar américain courant)	15.8 millions	65.1 millions	88.5 millions
Aide par habitant (dollar américain courant)	8.8	13.6	18.8
Source : Indicateur du Développement Mondial, Avril 2003			

Introduction

Le Burundi est confronté depuis 1993 à une crise politique et une guerre civile qui ont provoqué la mort de plus de 250 000 personnes et causé des déplacements massifs de centaines de milliers d'autres à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Cette situation s'est répercutée sur l'ensemble de la vie économique nationale et a eu des retombées néfastes sur tous les indicateurs socio-économiques. Sur la période 1993-2003 les conditions de vie de l'immense majorité de burundais se sont considérablement détériorées, les principaux programmes de développement se sont arrêtés et la pauvreté s'est généralisée comme il ressort des tableaux. La Communauté Internationale (CI) a reconnu ces faits comme des handicaps majeurs pour le redressement du Burundi et a décidé de lui apporter son assistance. C'est en partie pour cet objectif que lors des conférences de Paris en décembre 2000, de Genève en décembre 2001 et de nouveau à Genève en novembre 2002 la CI a accepté de mobiliser pour la reconstruction du Burundi une aide multiforme. Si les fonds promis étaient débloqués, le Burundi pourrait relever en partie le lourd défi consistant à trouver des solutions aux problèmes prioritaires en rapport avec la reconstruction des infrastructures détruites, la réinstallation et la réinsertion des sinistrés de guerre et retrouverait sans nul doute le chemin de la croissance et du développement humain. Ceci est d'autant plus urgent que rien qu'en l'an 2000, le pays comptait environ quatre cent mille personnes établies dans 211 sites mal aménagés répartis dans tout le pays. Ces sites manquent d'infrastructures hydrauliques et des latrines, éléments constitutifs d'un environnement sain sur le plan de l'hygiène corporelle. Dans les camps des réfugiés à l'extérieur du Burundi, la situation est quasi similaire et le nombre de réfugiés à l'étranger après 1993 reste très important comme le montre le tableau. Trouver une solution à ces problèmes reste pour les autorités burundaises une des priorités les plus urgentes.

1. Contexte social

Les camps des déplacés intérieurs qui abritent les personnes ayant déserté leur milieu naturel de vie pour leur sécurité est un milieu de prédilection des épidémies dont les plus prédominantes sont la dysenterie bacillaire, le choléra, le paludisme, la méningite, le typhus exanthématique et les maladies diarrhéiques en général. Certaines de ces maladies proviennent du fait que les personnes déplacées vivent dans une promiscuité insalubre et sont constamment surexposées à l'agression d'insectes nuisibles et parfois vecteurs de maladies graves : moustiques, puces, poux, punaises, mouches domestiques, etc. D'autres sont la conséquence de la destruction de l'environnement et de la pollution occasionnée par une population livrée à elle-même et ayant perdu tout repère de bien-être. En outre, la généralisation de la guerre a eu pour effet la diminution de la production agricole et le tarissement des sources de revenus des ménages. Elle a aussi causé la destruction des infrastructures socio-économiques (centres de santé, écoles, centres de négoce, plantations des cultures de

rente et vivrières, ...) et des ressources humaines (formateurs, infirmiers, moniteurs agricoles, etc). Finalement, la crise a également eu un impact dramatique sur la situation des enfants et leur développement. Si certains ont été blessés ou dans le pire des cas tués, d'autres ont été témoins d'actes de violences qui les ont psychologiquement et durablement affectés. Parmi ceux qui ont survécu, on en dénombre qui sont des orphelins de guerre condamnés à vivre seuls ou sont confiés à des parents ou de familles tutrices dans des sites de déplacés ou de réfugiés.

Un autre phénomène inquiétant est celui causé par un nombre sans cesse croissant des enfants de la rue non encadrés, des enfants soldats, des enfants mineurs chefs de ménage ou des orphelins du SIDA. Bien que leurs effectifs ne soient pas connus avec exactitude, leur nombre dépasserait cinquante milles et augmente de jour en jour dans pratiquement tout le pays. Enfin, dans les camps de déplacés intérieurs et de réfugiés extérieurs où le mode de vie est précaire, on estime que 56 % des personnes concernées sont de sexe féminin et au moins un tiers d'entre elles sont chefs de ménage (26,3 %). La grande majorité des femmes et des filles vivant dans ces camps ont été soumises à des violences physiques, aux menaces, aux intimidations, à l'abus et à l'exploitation sexuelle.

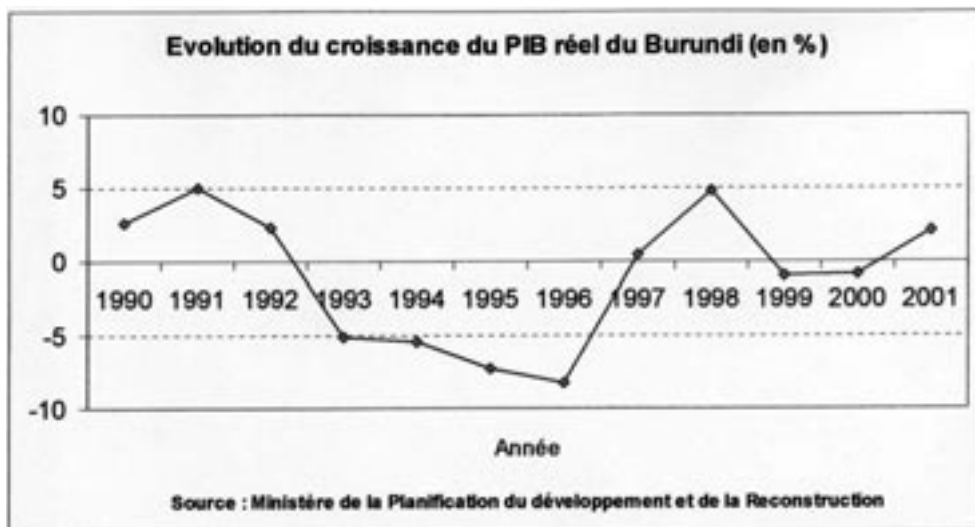
Malgré ce sombre panorama, on observe depuis le début de 2001 un redémarrage de la croissance économique tiré par le secteur agricole, suite à une très bonne pluviométrie qui a joué favorablement sur la production de ce secteur et aussi suite à la reprise de l'activité économique consécutive à l'amélioration des conditions de sécurité sur une grande partie du pays. Le secteur agricole a en effet connu une croissance en volume avoisinant 6,4 % en 2001 contre seulement 1,5 % en 2000. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel qui était négatif en 2000 (- 0,9 %) a pu atteindre 2,1 % en 2001. Selon les estimations, la croissance du PIB réel pourrait se situer autour de 3,6 % en 2002 et les projections donnent un taux d'environ 6 % en 2005. Des signaux positifs sont également observables dans le secteur industriel avec une nette reprise de la production. L'indice de la production industrielle a effectivement augmenté de près de 8 % en 2001 contre une diminution de 16 % en 2000.

2. Contexte économique : évolution de la production et des revenus.

Les effets conjugués de la guerre et de la sécheresse, la pénurie de devises et la dépréciation subséquente de la monnaie nationale sur le marché parallèle combinée à une politique monétaire et de crédit expansionniste, ont ravivé les tensions inflationnistes et ont désarticulé l'économie burundaise dont le PIB réel par habitant qui était estimé à 210\$ en 1993 n'était plus que de 110\$ en 2001.

Le graphique met en évidence la tendance dépressive durant la décennie 1990 qui est en somme le résultat de la destruction des infrastructures de base, d'importantes pertes en vies humaines, les pillages et l'amenuisement des moyens financiers consacrés à l'investissement. La conséquence aura été la chute de 20 % en termes réels de l'activité économique. Ceci a entraîné une baisse marquée du revenu par habitant et une généralisation de la pauvreté. La balance des paiements de son côté s'est dangereusement détériorée suite au recul des exportations, des aides et des crédits extérieurs. Au total, sur la période 1995-2000, les performances globales de l'économie burundaise ont été mauvaises comme le montre le tableau.

Graphique 7 : Taux de croissance du PIB réel



La vie économique du Burundi est dominée depuis longtemps par l'agriculture vivrière de subsistance avec la monoculture du café qui représente plus de 80 % des exportations. Tout ce qui touche le café, son expansion comme sa régression, exerce des effets déterminants sur l'économie nationale. Sous l'effet conjugué de la crise et de la baisse des cours mondiaux de ce produit depuis plus de 10 ans, le Burundi exporte actuellement en valeur deux fois moins qu'il y a 15 ans (49 millions US\$ en 2000 contre 111 millions US\$ en 1985).

Les revenus et leur répartition

La relance des activités économiques du Burundi en 2004 reste du ressort des ménages et entreprises individuelles (MEI). Selon les estimations, les MEI assurent environ 63 % de la production en 2003. Les Administrations Publiques (AP) et les Sociétés Non Financières Privées (SNFP) contribuent de leur côté dans la production à concurrence de 13 % chacune. Les Institutions Financières (IF), ont continué à garder une position quelque peu marginale, leur activité qui avait atteint 14,8 millions de dollars EU en 1993 est tombé à 8,9 millions de dollars EU en 2003. En 2004 et les années suivantes, les MEI bénéficieraient à 83,5 % de la distribution des revenus tandis que les AP et les SNFP prendraient respectivement 11,9 % et 3,5 %.

Finances publiques et comptes extérieurs

Les déséquilibres financiers internes et externes se sont accrus et la position extérieure du Burundi s'est détériorée avec des réserves de change officielles qui sont passées de l'équivalent de 10 mois d'importation de biens et services non facteurs en 1993 à 3 mois en 2000. Reflétant la faible mobilisation de l'aide extérieure dans un contexte d'efforts de guerre accrus, le déficit budgétaire global (sur base engagement et dons compris) s'est creusé, passant de 3,5 % du PIB en 1993 à 7,5 % du PIB en

1999 avant de retomber à 2 % en 2000, année où des mesures ont été prises pour réduire les dépenses.

Les recettes courantes (fiscales et non fiscales), connaissent une baisse régulière depuis plusieurs années. De 183,4 millions de dollars EU de recettes en 1992 à une prévision de recettes courantes de 121,2 millions de dollars EU en 2002, la diminution annuelle moyenne aura été d'environ 4 % pendant que les dépenses s'accroissaient en moyenne de plus de 12 % par an sur la même période. Cette situation de crise du financement public tire son origine principalement des dépenses de fonctionnement largement incompressibles, de la pression des dépenses de sécurité et de l'impact de la dépréciation de la monnaie burundaise. La conjonction de tous ces éléments, dans un contexte de gel de l'aide au développement, a eu des conséquences désastreuses sur le bon fonctionnement de l'appareil de l'Etat. On citera notamment : la limitation des moyens mis à la disposition des services publics notamment sociaux, le recul de l'investissement public, la pression inflationniste liée au financement monétaire du déficit budgétaire et la perte de la solvabilité de l'Etat liée à l'accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et extérieurs.

On assiste aussi à un amenuisement de la base taxable en raison de la baisse de l'activité économique et la désorganisation des administrations des impôts et des douanes qui favorisent la baisse des activités de recouvrement, l'informalisation croissante des échanges et l'érosion du pouvoir d'achat. L'élément le plus déstabilisateur des finances de l'Etat reste cependant la réduction drastique des dons. Ils étaient d'environ 96 millions de dollars EU avant 1993 soit environ 34 % de toutes les recettes de l'Etat mais, actuellement, ils ne représentent plus qu'une fraction tournant autour de 10 à 15 % du total des recettes.

En résumé, les opérations financières de l'Etat se soldent par des déficits qui s'accumulent d'année en année comme le montre le tableau. L'Etat finance son déficit, d'une part en recourant de manière systématique au crédit du système bancaire local et d'autre part, en accumulant des arriérés de paiements sur la dette publique intérieure et extérieure. Le financement du déficit par le crédit bancaire est passé de 2,9 millions de dollars EU en 1992 à 39,9 millions de dollars EU en 2002. Ceci dope directement l'inflation, la dépréciation monétaire et a un impact négatif sur la production. Par ailleurs, le Trésor public ne cesse d'accumuler des impayés sur le secteur privé national.

La balance des paiements n'a cessé de se détériorer principalement à cause de: (i) la dégradation du compte-courant et (ii) la diminution drastique des entrées nettes de capitaux résultant à la fois de la faiblesse des prêts et des investissements directs étrangers. Les données du tableau montrent la tendance dépressive de la balance des paiements du Burundi. Il faut surtout noter que la décélération de la croissance des exportations à la suite de la chute de la production du café a alourdi considérablement le solde négatif des échanges commerciaux et du compte courant. En 2000 et 2001 par exemple, la balance globale est restée déficitaire avec des soldes négatifs de 28,8 millions et 32 millions de dollars respectivement.

Le niveau de l'endettement : un handicap pour le financement du développement

A défaut de pouvoir générer ses propres ressources en quantité suffisante, le pays a dû recourir à la fois aux financements extérieurs et intérieurs pour faire face à ses obligations. Le tableau donne une vue globale de l'endettement du Burundi.

Malgré les précautions prises en matière d'endettement, l'encours de la dette extérieure est passé de 1 205,5 millions de dollars EU à 1 069,8 millions de dollars EU de 1997 à 2001 tandis que la dette intérieure est passé de 113,5 millions de dollars EU à 96,7 millions de dollars EU durant la même période. La dette extérieure correspond à environ 190 % du PIB pour l'année 2001 et est constituée par environ 68 % de la dette multilatérale. Le service contractuel de la dette extérieure atteint en 2003 98,3 % des exportations en biens et services non facteurs. La dette intérieure de son côté est essentiellement composée des avances de la Banque Centrale de la République du Burundi (BRB) et des bons du trésor. Le secteur non financier, bien que faiblement touché, ne souffre pas moins de cette situation à cause des problèmes de trésorerie qui en découlent. Le service de la dette du Burundi dépassera les 195 millions de dollars américains par an d'ici l'an 2005 alors que les transferts officiels nets sont négatifs depuis plusieurs années. Le stock des arriérés de paiement est passé de 6,2 millions de dollars américains à 128 millions de dollars américains à fin juillet 2002, soit une multiplication par un facteur dépassant 20.

Une forte poussée de l'inflation

La tension inflationniste mesurée par la moyenne de l'indice des prix à la consommation s'est accélérée ces dix dernières années atteignant 24 % en 2000 contre seulement 2 % en 1992. Les dépenses de consommation des Burundais sont ainsi en constante hausse sans que les revenus soient ajustés dans le même sens. L'enquête budget-consommation menée en 1998-1999 donne une dépense moyenne annuelle par tête de 145,7 dollars EU en milieu rural et de 581,6 dollars EU en milieu urbain. En dix ans environ, la dépense nominale moyenne par tête s'est accrue donc de 142 % en milieu rural et de 373 % en milieu urbain. Pour faire face à cette situation de détérioration du pouvoir d'achat avec des salaires réels en constante baisse, beaucoup de Burundais ont dû se résoudre à embrasser des activités de type informel afin de pouvoir bénéficier de quelques revenus additionnels. Il faut souligner cependant que grâce à la bonne production agricole d'une part et d'autre part au train de mesures mises en œuvre en 2001 dans le cadre du programme de référence conclu entre le Burundi et le FMI, l'inflation est en train de reculer et ne serait que de 9,3 % en 2001.

Conclusion : Les défis à relever

Les pays qui ont réussi le décollage économique le doivent à des innovations d'ordre technique, commercial et institutionnel combinées à l'accumulation des capitaux et à l'abondance de la main d'œuvre qualifiée. D'où il faut à court et moyen terme, relancer la mobilisation des moyens humains et financiers tant endogènes qu'exogènes et faire participer la population à la fixation des objectifs de développement. A long terme, il faudrait développer des activités génératrices de revenus au niveau de la population. Mais une des premières actions à mener consistera à intensifier des messages de paix pour accélérer le retour à la paix. Il est en effet inutile de développer des activités génératrices de revenus en régions non pacifiées car elles risquent non seulement de ne pas donner des fruits mais aussi d'être détruites. La population doit être sensibilisée et éduquée pour qu'elle participe à la recherche de solutions alternatives puisque la ten-

dance pour les bailleurs de fonds est au désengagement progressif des activités d'aide au développement. Pour aider les populations déshéritées à répondre à leurs besoins fondamentaux il faut leur donner l'occasion d'accéder aux revenus en les incitant à produire pour le marché. Il faut également mettre l'accent sur le développement de l'esprit d'entreprise dans des programmes d'éducation-sensibilisation dont les axes sont la formation, la vulgarisation de technologies appropriées et l'accès au crédit.